

Rost: «Des évolutions là où il aurait fallu une révolution»

Les jeunes des quartiers populaires ont-ils été entendus, depuis les émeutes de 2005 et la colère qui s'y était exprimée ? Rost, artiste, président de Banlieues actives et membre du Cesé*, a accepté de répondre aux questions d'*H&L*.**

Propos recueillis par Gérard ASCHIERI, rédacteur en chef d'*H&L*

Gérard Aschieri: Banlieues actives, dont vous êtes le président, existe depuis près de quinze ans: qu'est-ce qui a changé, dans ce laps de temps, pour les jeunes des quartiers populaires ?

Rost: Pas facile de répondre car s'il y a bien eu de petites mesures, rien n'a été fait à la hauteur du problème. Il y a eu des évolutions là où il aurait fallu une révolution. La révolte des banlieues de 2005 a été un marqueur pour dire «stop». D'une certaine manière, les premiers «gilets jaunes» ont été ces jeunes des quartiers populaires qui se sont révoltés: à quelques différences près, c'est le même malaise qui s'exprimait. A l'époque, les pouvoirs publics ont voulu y répondre par peur d'un embrasement général; des annonces ont été faites, on a parlé de «plan Marshall pour les banlieues», on a confié à Fadela Amara la responsabilité de porter cela pour afficher ce que c'était, quelqu'un du terrain qui prenait les choses en mains. Mais alors que ce devait être un plan interministériel, au final tous les ministères ont esquivé leurs responsabilités; la réalité de ce qui a été mis en place a été à vingt mille lieux du budget qui était annoncé. Or, pendant tout ce temps, on a fait croire au grand public que l'on déversait des milliards en vain, parce que les habitants de ces quartiers ne voulaient pas changer. On a fait croire aux Français qu'on mettait énormément d'argent pour l'école dans les banlieues, or, en réalité, il y a sept fois plus d'argent déversé sur les écoles de Paris que sur celles de la périphérie. C'est de l' intox et il n'y a que les gens qui sont sur le terrain ou ceux qui s'intéressent réellement au sujet qui le savent. En revanche, il y a un point sur lequel il y avait eu un vrai mouvement: c'est sur la diversité. Malgré tout ce que je pense de lui, je dois dire que Nicolas Sarkozy avait donné une vraie impulsion. Ce

n'est pas seulement parce que Rachida Dati ou Fadela Amara ont été nommées à des postes de responsabilité; tout ce qui a été fait en direction des grandes écoles ou des grandes entreprises a réellement pesé. J'ai vu des choses se mettre en place; par exemple la chaire «égalité» de Dauphine, le travail fait à Sciences Po par Richard Descoings ou ce qu'avait mis en place Areva... Il y a eu une vraie dynamique mais elle a ensuite été enrayée assez rapidement. Et je dois constater avec tristesse que sous le quinquennat de François Hollande, on a énormément reculé sur ces questions. Et pourtant, il s'agit de quelqu'un que j'apprécie. Ce recul s'est fait au nom de l'égalité républicaine, alors que l'on sait bien que celle-ci, dans la réalité, ne fonctionne pas.

Or les jeunes dans les quartiers populaires ne sont pas dupes de ce qui se passe réellement et les banlieues restent sous tension, même si le mouvement des «gilets jaunes» a occulté cette même tension: les jeunes de banlieues ont failli rejoindre ce mouvement. Ce qui les en a empêchés, c'est l'image qu'au début les médias ont donné de ces «gilets jaunes», en mettant en avant des incidents comme celui de cette femme noire qui se faisait agresser par eux, et en assimilant l'ensemble du mouvement aux actes de petites minorités, comme d'ailleurs on le fait souvent pour les banlieues.

Donc la situation reste difficile, dans les banlieues: selon moi, la seule mesure intéressante ce sont les dédoublements des cours préparatoires dans les zones prioritaires. Mais les questions de sécurité demeurent: les premiers qui réclament cette sécurité, ce sont les habitants de ces quartiers car, dans leur grande majorité, il ne s'agit pas de délinquants ou de dealers; or pas grand-chose n'est fait en ce domaine.

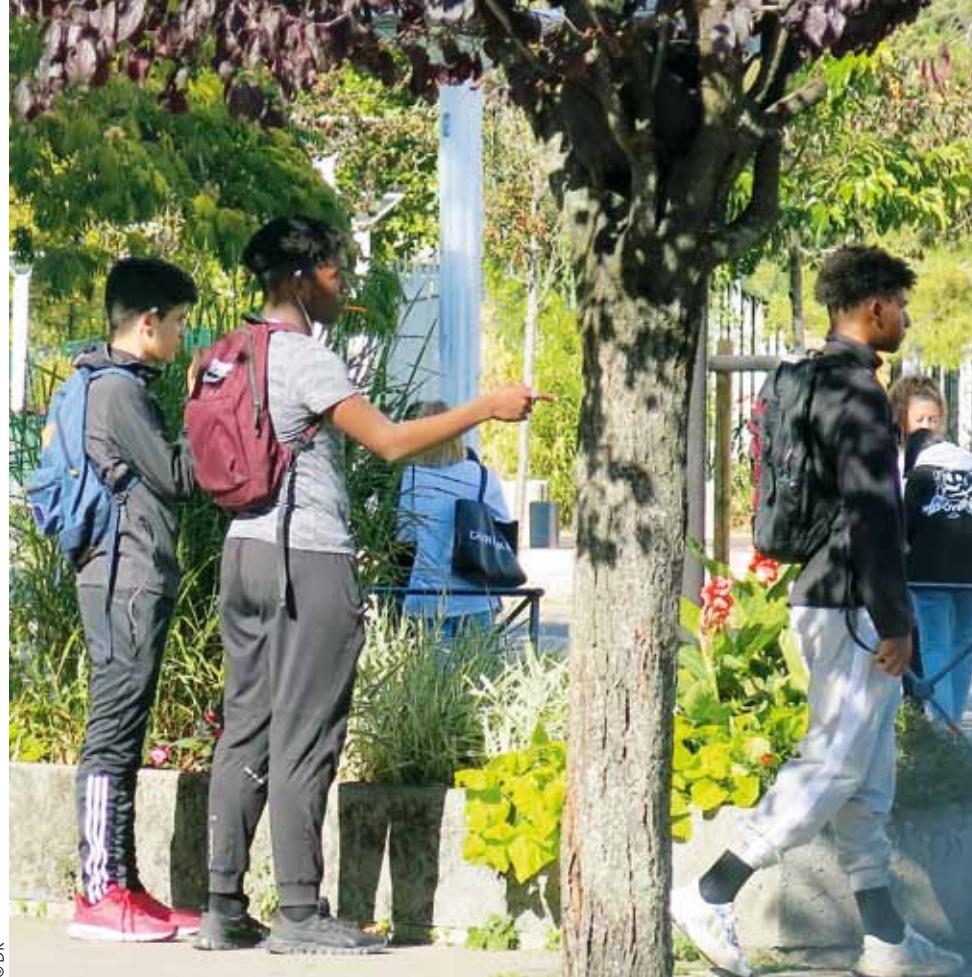
Est-ce que les attentats de 2013 puis de 2015 ont changé quelque chose, pour ces jeunes ?

Oui, énormément. Le traitement à la fois médiatique et politique a été très stigmatisant pour une partie de la population. Je me souviens par exemple de certaines déclarations de Manuel Valls:

* Conseil économique, social et environnemental.

** Après une première contribution dans le numéro 173 d'*H&L*, en mars 2016, p. 42-44 (www.ldh-france.org/wp-content/uploads/2016/08/H173-Dossier-4.-Rost-il-faut-d%c3%a9coloniser-les-esprits.pdf).

(1) Comité interministériel de la délinquance et de la radicalisation.



©DR

Les jeunes des quartiers ne sont pas dans le misérabilisme, ils veulent simplement vivre et s'en sortir.

la façon dont il a abordé cette question a créé une sorte de crispation qui rejoignait ce qu'on avait déjà connu sous Nicolas Sarkozy : cela a produit chez certains une forme de repli et encouragé un discours encore plus communautariste : plus vous stigmatisiez une catégorie de gens, plus vous les poussez au communautarisme – je parle de communautarisme et pas de communauté qui, pour moi, est une notion positive. Cela a amplifié le sentiment de rejet que certains pouvaient avoir. J'ai eu l'occasion de discuter avec des jeunes qui étaient hésitants vis-à-vis de la religion ; face à la stigmatisation qu'ils vivaient, ils se sont retournés vers le camp des religieux. En effet, à force de les montrer du doigt comme terroristes potentiels, comment veut-on que ces jeunes se construisent en citoyens ?

Ce qui m'exaspère aussi, c'est l'utilisation par les médias et les politiques de l'expression « les musulmans de France ». Non ! Il s'agit de Français qui, par ailleurs, sont de confession musulmane. Toute cette sémantique renvoie les gens dans des catégories et pousse au repli communautaire alors que ce qui compte, c'est l'humanité de chacun, les valeurs que nous pouvons partager ensemble.

Les médias parlent beaucoup du fait que les jeunes de quartiers populaires créent de plus en plus leur propre entreprise pour échapper aux discriminations à l'embauche, est-ce exact ?

C'est devenu une évidence pour eux, et ce n'est pas sans raison que les lieux où se créent le plus grand nombre d'entreprises sont les quartiers populaires : c'est parce que ces jeunes ont l'expérience des discriminations. Quand vous envoyez des centaines de CV et que vous n'avez pas un seul retour parce que vous appelez Mohamed ou Mamadou, parce que vous habitez tel ou tel quartier, tout cela érode notre confiance dans la promesse républicaine. Lorsqu'on en parle, on nous reproche souvent de « victimiser », mais ce sont des constats. A Banlieues actives, nous avons de multiples appels à l'aide, face à ce phénomène ; il m'arrive souvent de les rediriger vers des mouvements comme la LDH. Et je me demande si notre société se rend compte de ce qu'elle crée,

à travers ça : il s'agit de terreaux fertiles pour le pire, une aubaine pour tous ceux qui veulent embiguder les jeunes dans le terrorisme. A cet égard le discours porté par Manuel Valls, « expliquer c'est excuser », est une stupidité : il y a au Togo, mon pays d'origine, un dicton qui dit que quand les branches d'un arbre tombent, il ne sert à rien de couper d'autres branches : si tu ne regardes pas ce qui se passe à la racine, l'arbre finira par tomber.

Effectivement, si on ne s'attache qu'aux conséquences et si on ne s'intéresse jamais aux causes, on aura toujours les mêmes effets, on retombera inlassablement dans les mêmes débats, on se posera encore et toujours les mêmes questions. Heureusement ces idées avancent, et, par exemple, l'ex-secrétaire générale du CIPDR⁽¹⁾, Muriel Domenach, a mis l'accent sur la prévention. Pour y contribuer j'ai fait un film, *Tu iras au paradis*, que l'on projette aux jeunes partout en France, suivi de débats. Mais on a besoin que les pouvoirs publics s'investissent en s'attaquant aux causes qui, parfois, conduisent les jeunes à se radicaliser. Les jeunes des quartiers ne sont pas dans le misérabilisme, ils veulent simplement vivre et s'en sortir. Pour ça certains font le choix de dealer, avec au bout généralement la prison, parfois la mort. Mais il faut partir de l'idée qu'aucun jeune n'est condamné à l'échec – comme j'ai essayé de le montrer dans mon précédent court-métrage *Et si on s'en sortait*. ●

« Ce n'est pas sans raison que les lieux où se créent le plus grand nombre d'entreprises sont les quartiers populaires : c'est parce que les jeunes ont l'expérience des discriminations...

Tout cela érode notre confiance dans la promesse républicaine. »